



**Renouvellement des sections du  
Comité national du CNRS – 34<sup>e</sup> section  
Collège A2 : Richard Bouchon – Noëlle Deflou-Leca – Anne Gangloff**

Les élections des représentant.e.s des chercheuses et des chercheurs, des enseignantes-chercheuses et des enseignants-chercheurs au comité national du CNRS permettent de désigner celles et ceux qui, dans les prochaines semaines et au cours de deux tours de scrutin, auront la lourde tâche de participer au recrutement, à la promotion et plus généralement au suivi de carrière des personnels du CNRS.

Le syndicat Sup-Recherche – UNSA a décidé de présenter des candidat.e.s dans les collèges de la section 34. Déjà présent au CNU, notre syndicat a prouvé depuis de longues années sa détermination à défendre les personnels. La revalorisation des primes lors de la négociation autour de la LPR est l'un des acquis pour lesquels nous avons lutté avec succès.

Dans le cadre de cette élection au comité national, qui se déroule dans une période difficile où les recrutements se tarissent, chacun regrette le nombre toujours plus faible de jeunes chercheuses et des chercheurs recruté.e.s chaque année, qui affaiblit le potentiel de recherche de notre pays. Notre section est passée de 295 chercheurs en 2000 à seulement 217 en 2023, ce qui constitue une perte nette de 78 chercheurs (26%). À cette tendance préoccupante s'ajoute le projet de création des *keylabs*, qui suscite une opposition unanime et pénalise spécialement le domaine des sciences humaines et sociales. Alors que le rapport de la Cour des comptes met en avant la bonne situation financière du CNRS et la capacité des chercheurs à obtenir des ressources propres, on ne peut pas comprendre l'imposition de fusions entre laboratoires qui casse la dynamique des équipes et les incertitudes qui entourent, chaque année, le montant des dotations aux UMR.

Mais on ne peut pas se contenter d'un perpétuel lamento. S'il faut dénoncer les pratiques malthusiennes qui perdurent au CNRS depuis deux décennies, s'il faut se battre dans le cadre syndical pour obtenir plus de moyens de la tutelle, nous devons aussi, par nos pratiques à l'intérieur du comité, être particulièrement attentifs aux procédures de recrutement et de promotion. Nous savons tous à quel point l'arrivée d'une nouvelle chercheuse ou d'un nouveau chercheur dans une UMR est quelque chose de capital pour l'avenir de la recherche. Les candidat.e.s soutenu.e.s par le syndicat Sup-Recherche – UNSA s'engagent ainsi à conserver un équilibre dans les domaines représentés par notre section et à pratiquer une politique de recrutement qui concilie innovation et défense des disciplines dites rares actuellement menacées.

Mais, plus encore dans une période de « vaches maigres », il est indispensable que la transparence la plus totale dans les décisions soit assurée. Pour cela, les candidat.e.s soutenu.e.s par le syndicat Sup-Recherche - UNSA s'engagent à faire preuve de l'impartialité la plus absolue dans les décisions qu'ils et elles seront amené.e.s à prendre et à justifier auprès de nos collègues les choix du comité. Ils et elles veilleront en particulier à ce que la section 34 du Comité National

soit associée en tant qu'instance scientifique de référence au processus de prise de décision dans le coloriage des postes mis au concours et l'attribution des délégations des enseignantes-chercheuses et des enseignants-chercheurs auprès du CNRS. Rien n'est pire dans l'exercice des responsabilités que l'opacité, surtout en ces temps où l'indépendance de la recherche peut être contestée par le ministère.

Ils et elles seront donc particulièrement vigilant.e.s face aux tentatives d'instrumentalisation politique du CNRS et à la préservation des libertés académiques sans lesquelles il n'est pas de recherche indépendante.

*Vu les candidat.e.s*

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'A. Gange' or similar, written in a cursive style.